

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : ArtIV-6

Déposée par Josep Borrell, Carlos Carnero, Diego Lopez-Garrido

Qualité :

Compléter comme suit le par. 2 de l'Art. IV-6 (ex-article F):

2. Si le Conseil européen, après consultation du Parlement européen et de la Commission, adopte à la majorité simple une décision favorable à l'examen des modifications proposées, le Président du Conseil européen convoque une Convention composée de représentants des Parlements nationaux des États membres, des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, du Parlement européen, ~~et~~ de la Commission *et du Comité économique et social**. La Banque centrale européenne est également consultée dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire. Le Conseil européen peut décider à la majorité simple de ne pas convoquer la Convention dans le cas de modifications dont l'ampleur ne le justifie pas. Dans ce dernier cas, le Conseil européen établit le mandat pour la Conférence des représentants des gouvernements des États membres.

Explication:

L'expérience de la présente Convention a démontré que la méthode conventionnelle est seule susceptible de permettre d'associer la société civile, ainsi que les organisations aux travers desquelles ils s'expriment et agissent, aux débats et décisions sur l'évolution de l'Union et de ses politiques. En tant que représentant institutionnel et enceinte de consultation, de représentation, d'information et d'expression de la société civile organisée, le Comité contribue, au sein de la Convention, à garantir une ouverture aussi large que possible des débats au sein de la société civile et à la transparence indispensable pour qu'elle puisse effectivement y contribuer.

Le Comité estime en conséquence que, s'il faut se féliciter de la pérennisation de la méthode de la Convention pour la révision du traité instituant la Constitution, prévoir la participation de plein droit du Comité représenterait une avancée supplémentaire dans la vie démocratique de l'Union en conformité avec les principes établis à l'article 46 de la Partie I relatif à la démocratie participative.

* Le Comité réitère l'amendement qu'il a transmis à la Convention en décembre dernier que son nom soit changé en "Conseil économique et social européen".